

DIRECTEUR-PROPRIÉTAIRE.
N. BORDEANO.

ABONNEMENTS :

	UN AN	SIX MOIS	TROIS MOIS
Péra.....	50 francs	26 francs	14 francs
Provinces.....	65 »	34 »	—
Étranger.....	80 »	42 »	—

Toute demande d'abonnement qui n'est pas accompagnée d'un mandat de poste ou d'une valeur à vue sur Constantinople est considérée comme nulle.

Un numéro 60 Paras.

LA TURQUIE

JOURNAL POLITIQUE, COMMERCIAL, INDUSTRIEL & FINANCIER.

ADMINISTRATEUR :

ANDRÉ ZURCK.

INSERTIONS :

annonces 1 ^{re} page.....	3 piastres la ligne
annonces 2 ^e page.....	6 » la »
insertions, corps du journal.....	45 » la »
La Livre Turque à p. 400.	

Les abonnements partent du 1^{er} janvier, 1^{er} avril, 1^{er} juillet, 1^{er} octobre, et se payent d'avance.
Les manuscrits non insérés ne seront pas rendus.

Un numéro 60 Paras.

Abonnements et annonces : à Péra, dans les bureaux de LA TURQUIE, rue Kutchuk-Hendek, 29, près la Tour de Galata.

A SMYRNE, chez M. Caridi ; à PARIS, chez MM. Havas, Lafitte et Co, 8, Place de la Bourse ; à REMS, chez les principaux libraires ; à MILAN, chez MM. Manzoni et Co, via Della Sala. — Les annonces et abonnements pour l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie et la Suisse, sont exclusivement reçus chez MM. Rottler et Co, à Vienne, I Riemergasse, 13. — Les annonces pour l'Angleterre sont exclusivement reçues à LONDRES, chez M. E. Micoud, 439-440 Fleet Street.

TELEGRAMMES.

AGENCE BORDEANO ET Co

Autriche-Hongrie.

Vienne, 10 février 10 h. soir.
Obligations Rouméliennes... 18.10
Pièce de 20 francs..... » 9.83
Agi..... » 114.50
Change sur Londres..... » 423.10
Bourse sans variations.
L'Empereur a accepté la démission du cabinet hongrois.

Pesth, 10 février.

A la Chambre M. Tisza a exposé les motifs de la démission du ministère, provenant des difficultés insurmontables que rencontre la solution de la question de la Banque.

Les séances de la Chambre ont été ajournées jusqu'à la solution de la crise.

Vienne, 11 février 7 h. 20 m. soir.

L'archiduc Albert part pour aller séjourner quelque temps à Arco (?) et de là le prince ira faire des voyages.

Suleiman bey est arrivé dans notre ville.

M. Sennyey a accepté de former le nouveau cabinet hongrois.

La maison de banque Zeitner, a été déclarée en état de faillite.

France.

Paris, 10 février.

5 0/0 ottoman..... 12.32
Obligations Rouméliennes..... » 36.25
Cours fermes.

Allemagne.

Berlin, 10 février.

Les bruits persistent sur la démission du prince Gortschakoff, démission qui est considérée comme un indice des tendances de la Russie vers la paix.

On croit ici que M. de Werther ne retournera plus à Constantinople.

Russie.

Saint-Petersbourg, 11 février.

La vente (probablement sur la voie publique) du journal le Golos a été défendue pour des motifs d'ordre public.

Italie.

Brindisi, 11 février.

L'ex-Grand-Véizir Midhat pacha est arrivé.

Serbie.

Belgrade, 11 février.

M. Christich partira incessamment pour Constantinople, à l'effet de définir les bases préliminaires de paix déjà arrêtées.

Roumanie.

Bucharest, 11 février.

Les réservistes qui avaient été appelés sous les armes, sont renvoyés dans leurs foyers.

Grèce.

Athènes, 9 février, 9 h. 20 m. soir.

A la Chambre, M. Mavromihalis a proposé l'ajournement de la discussion du budget du ministère de la guerre, jusqu'à la discussion du projet de loi relatif à la réorganisation militaire. M. Deligeorgis, tout en approuvant cette motion a blâmé le cabinet de persévérer dans la politique inactive. M. Koumoundouros a répondu que les événements ont prouvé la sagesse de la politique suivie par le gouvernement qui poursuivait les préparatifs militaires.

M. Tricoupi a prié la Chambre d'émettre un vote de méfiance à l'égard du cabinet. M. Koumoundouros a répliqué qu'il considérerait la non réunion des députés comme une marque de méfiance, même après que le budget aura été voté. En conclusion, la discussion a été ajournée.

La situation est toujours incertaine.

BOURSE DE GALATA

10 heures

Ouverture.....	P 13.18
En ce moment.....	» 13.19
Obligations Rouméliennes.....	fr. 36.25
Papier-monnaie—L. T. 100 P 466.20	

OBSERVATOIRE IMPÉRIAL MÉTÉOROLOGIQUE.

TEMPS MOYEN DE CONSTANTINOPLE.

12 février 1877.

Lever du soleil.....	7 h. 2 m.
Coucher.....	5 h. 28 m.
Temps moyen à midi apparent.....	42 » 44 30
Il y a la neige à midi moyen.....	6 » 25

8 heures du matin.

Baromètre.....	764.8
Thermomètre.....	5.6
Minima.....	4.2
Maxima de la veille.....	11.3

Direction et force du vent ENE. calme.

NOUVELLES DU JOUR.

S. A. le Grand-Véizir Edhem pacha mandé, samedi, au palais, à l'honneur de conférer longuement avec S. M. le Sultan.

S. M. le Sultan, voulant donner une nouvelle marque de bienveillance à Saffet pacha, ministre des affaires étrangères, a fait don à Son Excellence de deux magnifiques chevaux de voiture.

M. le chargé d'affaires d'Angleterre a eu, samedi, une entrevue avec le Grand-Véizir à la Sublime Porte.

Sadik pacha, gouverneur général du vilayet de Danube, a quitté Paris. Son Excellence se rend directement à Roustchouk, par voie de Vienne.

Nous apprenons avec plaisir qu'Alexandre Carathéodory effendi, secrétaire de la Légation impériale ottomane à Bruxelles, vient d'être décoré de la IV^{me} classe du Médjidié.

C'est par erreur que nous avons annoncé, d'après d'autres journaux, que Réouf pacha continuerait à gérer le vilayet de Crète jusqu'à l'arrivée de Samih pacha et qu'Ahmed Moukhtar pacha irait immédiatement à Erzeroum sans débarquer à la Canée.

Ahmed Moukhtar pacha, son arrivée en Crète, aura à prendre provisoirement la gestion des affaires jusqu'à l'arrivée du nouveau gouverneur général et Réouf pacha partira immédiatement pour Constantinople.

A l'heure qu'il est, Moukhtar pacha doit être arrivé à la Canée.

La nomination d'Ahmed Moukhtar pacha au poste de commandant en chef de l'armée d'Erzeroum, est, d'après l'avis du Djeridî-Havadis, un choix excellent.

D'après ce journal, Ahmed Moukhtar pacha, dont le talent militaire s'est révélé lors de la conquête de Sana'a et de la province du Yémen et qui, à la tête de l'armée de l'Herzégovine, a gagné onze batailles sur les insurgés et les Monténégrins, sera un adversaire redoutable pour le général Nadjoff qui vient d'être nommé au commandement de l'armée du Caucase.

Les journaux turcs de ce matin publient la communication officielle suivante :

« A la suite des derniers événements, des individus mal renseignés mettent en circulation des bruits qui peuvent être nuisibles à la sécurité du pays.
« Le gouvernement impérial s'empresse de porter à la connaissance du public qu'il a décidé que ces nouvelles, après avoir été dûment convaincus d'avoir répandu de semblables bruits, seront punis conformément à la loi.

On nous assure que le ministre des Finances, Yousouf pacha, a donné ses ordres au département du trésor afin que les traitements de retraite des pensionnaires de l'Etat soient servis régulièrement à la fin de chaque mois. A cet effet, il a prescrit que les fonds alloués à ce service ne soient aucunement employés à d'autres besoins de l'Etat.

Les journaux turcs croient savoir que le gouvernement impérial a décidé d'interdire dans la bourse de Galata les opérations sur le coïné, mais ils ne donnent aucun détail sur les mesures prises pour faire exécuter cette mesure.

Le bataillon des redifs de Kiangra s'est embarqué, samedi, à Sukedji-Isskelessi pour Yamboul. De là, il se rendra à Choumla.

Une circulaire envoyée de Constantinople aux provinces invite les autorités impériales à agir auprès de la population afin qu'elle s'associe à l'œuvre de la commission centrale de Constantinople pour venir en aide aux victimes des événements de la Bosnie et de l'Herzégovine.

L'escadron ottoman qui se trouve dans la rivière Boyana et dans le lac de Scutari d'Albanie est composée de cinq bateaux à vapeur qui sont : Suraat, Souda, Boyana, Bar et Urghan. Ils sont tous ensemble d'une force de 280 chevaux et sont armés de 10 canons. Les équipages de ces bateaux à vapeur s'élèvent au chiffre de 170 hommes.

En vertu d'un ordre du jour du ministre de la guerre de Russie, en date du 30 janvier, M. Constantin Lischine,

jeune de langues à l'ambassade de Constantinople, est nommé secrétaire-drogman du consulat d'Erzeroum.

Par le même ordre du jour, M. Naidine Guerow, vice-consul de Russie à Philippopolis, a reçu un congé de deux mois pour se rendre en Russie ou à l'étranger.

Le consul général et chargé d'affaires de France en Egypte, qui résidait jusqu'à présent à Alexandrie, a été transféré au Caire. Un nouveau poste de consul a été créé pour Alexandrie.

Une frégate cuirassée a pris hier à son bord trois bataillons à destination de Varna.

A cause du vent du Sud l'embarquement a eu lieu à l'échelle d'Arnaoutkeui. Avec cet envoi, l'effectif des troupes parties dans le courant de la semaine dernière est de 10 bataillons.

Le bal de bienfaisance donné, samedi soir, au Théâtre Concordia par les communaux israélites a été très brillant. C'était moins un bal public qu'un bal de famille. Les jolies femmes étaient en nombre et les toilettes généralement réussies. On a dansé jusqu'au jour avec un entrain charmant. Des félicitations sont dues au comité pour le soin qu'il a apporté à tous les points de vue dans sa mission et pour avoir ainsi assuré le complet succès de la fête.

D'après une correspondance d'Erzeroum adressée au Bassiret, les bataillons d'infanterie de ligne qui composent l'armée d'Erzeroum sont au nombre de 75. Cette force est répartie entre Erzeroum où se trouvent 15 bataillons, Kars 30, Ardahan 15, et Bayazid 10 bataillons d'infanterie de ligne.

Les escadrons de cavalerie ainsi que les corps de volontaires ne sont pas compris dans ce chiffre.

On mande de Sopotoli (près de Bourgas, dans la mer Noire) que le volier Khudaverdi, sous pavillon ottoman, a été jeté à la côte dans la nuit de jeudi à vendredi dernier. Ce navire, qui était commandé par le capitaine Kurmiz-Oglou Osman, venait de Braila chargé de 8,000 kilés de blé.

L'Euphrate, journal d'Alep, dit que l'Assemblée électorale qui a été convoquée dans cette ville pour élire les députés de la Chambre, a été ajournée attendu que les bulletins de vote qui sont parvenus au chef-lieu du vilayet n'étaient pas pour la plupart rédigés conformément aux dispositions du règlement.

Le vilayet d'Alep et le mutassarifat de Zor enverront quatre députés dont deux musulmans et deux chrétiens.

Le Courrier d'Orient ne dit rien de nouveau, dans son article de samedi, à propos de la polémique qu'il a engagée avec nous sur la question bulgare.

Dès le principe, nous avons soutenu que le firman de 1870 ne pouvait être exécuté, si un accord n'intervenait entre le Patriarcat et les Bulgares.

Le Courrier a soutenu la thèse contraire ; mais lorsque nous lui avons cité un à un les articles du firman qui n'avaient pas été appliqués, il a été obligé de se rendre à l'évidence.

En effet, le 8 février 1873 il s'exprimait ainsi :

« Toutes ces choses (consulter le patriarche sur les affaires du rite) ne dispensent pas le gouvernement de mettre à exécution le firman impérial pour la partie administrative qui dépend entièrement de lui, etc. »

Le Courrier avoue, tout le monde le constate excepté lui-même, qu'une partie du firman, toutes ces choses, comme il le dit, n'est pas exécutée. Peu importe, après cela, que ce soit à cause du Patriarcat ou de l'Exarque.

L'aveu est patent ; d'ailleurs, cette feuille le nierait aujourd'hui encore que les faits sont là pour lui infliger le démenti le plus formel.

Mais ce qui donne la mesure de la logique du Courrier c'est sa prétention d'exiger du gouvernement qu'il exécute seulement la partie administrative du firman et qu'il laisse tomber l'autre partie en désuétude.

Une loi qui a été promulguée doit recevoir son application dans toutes ses dispositions. C'est un principe que le Courrier seul paraît ignorer. Or, le firman constitutif de l'Exarchat bulgare est une loi, et, comme tel, il ne peut pas faire exception à la règle commune.

Cette vérité établie, quel était le devoir du gouvernement ? C'était d'engager les parties à s'entendre, selon la teneur du firman. Il l'a fait loyalement et sans aucune arrière-pensée. Malheureusement ses efforts ont échoué devant l'obstination des deux parties ; et cependant cette question réclame impérieusement une solution.

Nous en avons indiqué une qui nous a paru la plus rationnelle. Nous avons engagé le gouvernement à décréter un

nouveau firman qui puisse être exécuté sans difficulté dans toute son étendue.

Cette solution n'est pas du goût du Courrier ; mais elle s'imposera d'elle-même par la force des choses.

ACTES OFFICIELS.

Nous recevons la communication suivante :

Le gouvernement impérial a déjà établi une école, sous le titre de Mekhteb-Muiké, destinée à former des fonctionnaires publics. La plupart des élèves diplômés de cette école sont employés dans l'administration en qualité de caïmacams ou y remplissent d'autres fonctions.

Cette école ne suffisait pas cependant aux besoins du service public, vu l'étendue du territoire à administrer.

En attendant donc que des écoles spéciales, supérieures au Lycée de Galata Séraï soient établies, l'école Mekhteb sera réorganisée et mise sur le pied de rendre de plus grands services qu'on a justement le droit d'attendre d'une pareille institution.

S. M. le Sultan a daigné prendre cette école sous Sa haute protection et les dépenses extraordinaires qu'occasionnera cette réorganisation seront payées sur Sa cassette particulière.

Le Conseil d'Etat est saisi d'un projet de loi à ce sujet.

Cette nouvelle marque de générosité de S. M. I. sera reçue par les pays avec des sentiments unanimes de reconnaissance.

La justice est rendue à Constantinople et dans la banlieue par vingt-quatre cours et tribunaux Nizamié, relevant du ministère de la justice. Nous croyons qu'il sera utile de donner ci-après la nomenclature de ces tribunaux et des locaux où ils siègent.

Le ministère de la justice (Adliye nazaret), dont le nouveau titulaire est Assim pacha, siège à la Sublime Porte. C'est dans ce département que l'on trouve : 1^o l'Adliye-Djemiat, (comité exécutif) ; 2^o le Havale-Djemiat, (comité des renvois) ; 3^o le Tefrik Djemiat, (comité de répartition) ; et 4^o le Djemiat-Soukhté (tribunal de paix).

La cour de cassation (Mekhtem-Temyiz), siège aussi dans le département de la justice. Elle comprend deux divisions : la section criminelle (Djéza-Daire) présidée par le pacha ; et la section civile (Houkuk-Daire) sous la présidence d'Ahmed Hani effendi.

Vient ensuite la cour d'appel (Mekhtem-Istinaf). Elle est composée de quatre sections et a pour premier président S. Exc. Subhi pacha. Ces quatre sections sont : 1^o Djénayet-kismi, (section criminelle), président Subhi pacha ; 2^o Djénayet-kismi, (section correctionnelle), président Rached effendi ; 3^o Houkuk-kismi (section civile), président Ramiz effendi ; 4^o Tadjaret kismi (section commerciale). Le président de cette dernière section, Ohannès effendi Sakiz, vient d'être nommé conseiller du ministère de l'instruction publique. Son remplaçant à la présidence de la section n'est pas encore désigné.

La cour d'appel siège dans le local en face de la mosquée de Ste-Sophie.

Tribunaux de première instance.

1^o Le tribunal de Stamboul. Dersaadet-Mekkez-Bedayet Mekhemessi. Il comprend deux sections correctionnelles siégeant dans le ministère de la justice et deux sections civiles siégeant dans le local de la cour d'appel en face de Ste-Sophie.

2^o Le tribunal de Sentari, comprenant deux sections ; la section civile, président Moustapha Haïroullah effendi, et la section correctionnelle, placée sous la présidence de Hadji Tewfik effendi.

3^o Le tribunal de Pera, composé également de deux sections civile et correctionnelle, qui siègent, la première sous la présidence d'Ahmed Hikmet bey dans l'Hôtel municipal du VI^e cercle, et la seconde sous la présidence de Pertev effendi dans le mutassarifat de Galata-Séraï.

Tribunal de commerce.

Il comprend cinq chambres, savoir : la 1^{re} chambre vient d'être érigée en tribunal extraordinaire pour les affaires mixtes (Fevk Alaadé Tadjaret Mekhemessi) sous la présidence de Gabriel effendi Crétédis ; 2^{me} chambre, président Ismaïl bey ; 3^{me} chambre, président Ohannès effendi ; 4^{me} chambre, président Hassan bey ; et 5^{me} chambre sous le nom de Tadjaret Bahrié Mekhemessi, (Tribunal maritime de Commerce), président Gorgiadès effendi.

Pour terminer cette liste nous devons mentionner cinq autres tribunaux qui ont à peu près les mêmes attributions que les tribunaux de 1^{re} instance. Ce sont les tribunaux de Pétih, de Galata, (Volvođa), de Yenikeui, de Beikoz et de Cartal.

Comme on a pu le remarquer, cette nomenclature ne comprend que les tribunaux dits Nizamiés et relevant directement du ministère de la justice. Les tribunaux du Cher'i n'y sont pas compris.

LA QUESTION DE L'EXARCHAT BULGARE.

Le Courrier d'Orient, dont la tendresse tout à fait désintéressée pour l'Exarchat bulgare est de notoriété publique, a cherché à excuser Mgr Anthime de n'avoir pu assister au Conseil national appelé à se prononcer sur l'acceptation ou la non acceptation des propositions de la Conférence.

Le Nord, qui s'inspire aux mêmes sources autorisées que le Courrier lorsqu'il s'agit de questions qui touchent aux Slaves, est plus franc que son confrère ; il appelle, au moins, les choses par leur nom. Il nous fait connaître les vrais motifs qui ont déterminé l'Exarque à ne pas se rendre à l'invitation du Grand-Véizir.

Après avoir reconnu lui-même que le Conseil national a repoussé à l'unanimité le programme de la Conférence, l'organe slave de Bruxelles, dans son numéro du 31 janvier, ajoute :

« Mgr Anthime, l'Exarque bulgare, » avait évidemment prévu qu'il n'en » pourrait être autrement et il a jugé » plus digne de s'abstenir que d'émettre » un vote qui n'eût pas répondu à ses » opinions. »

C'est dans ces deux dernières lignes qu'il faut trouver les motifs de l'abstention de l'Exarque de se rendre au Conseil national et non dans les excuses inventées par le Courrier pour les besoins de la cause.

Nous avons donc frappé juste, voilà pourquoi le Courrier s'est mis en colère et nous a accusé d'être l'organe de ceux qui veulent renverser l'Exarque.

D'ailleurs, on peut porter un jugement sur la conduite de Mgr Anthime par la lettre que nous publions plus loin et que nous empruntons au Levant Herald.

Cette lettre nous explique l'insistance du Courrier d'Orient pour amener le gouvernement à exécuter la partie administrative du firman. D'après cette lettre, il s'agirait de mettre la main dans le sac et de dépenser l'argent des ouailles sans rendre compte à personne de son emploi. De cette façon, le nombre des défenseurs de l'Exarchat aurait pu s'accroître en raison directe de l'augmentation de ses ressources.

Voici le texte de la lettre dont il est fait mention plus haut :

Monsieur le rédacteur,

Plusieurs journaux de la capitale traitent à maintes reprises la question de l'Exarchat bulgare. Une polémique engagée entre la Turquie et le Courrier d'Orient vient de trouver écho dans les journaux de province qui, en commentant la jérémiade insérée dans le Courrier du 31 janvier, répandent de faux bruits et excitent les esprits de la population intéressée.

Il est bien facile de rejeter la responsabilité sur le gouvernement, qui, tout en réservant une action ultérieure, ne jugea pas encore à propos d'ordonner une enquête sur les affaires de l'Exarchat.

Ce n'est pas une fraction qui demande au gouvernement impérial un nouveau chef spirituel ; c'est la communauté entière, qui, non satisfaite de son Exarque, l'accuse des cinq chefs suivants :

1^o Mgr Anthime I dépense depuis 5 ans le denier public sans rendre compte de ses dépenses.

2^o S. B. a appelé à Constantinople les évêques et les retient malgré la réclamation des diocèses, et prétend que tous les évêques se trouvent dans ce moment à Constantinople et sont appelés par ordre du gouvernement ; mention qui n'est applicable que pour un.

3^o L'évêché de Timovo est sans titulaire, car S. B., pour récompenser les services à lui rendus par l'évêque de Roustchouk, jugea bien d'ajouter les revenus de l'évêché de Timovo à ceux de Roustchouk.

4^o S. B. vient de disperser le Synode et le Conseil pour agir despotiquement.

5^o S. B. vient de faire arbitrairement une démarcation entre le gouvernement impérial, d'un côté, et les évêques, de l'autre, en leur permettant de sacrifier aux vues purement personnelles l'indépendance de l'Eglise bulgare.

Vu les chefs principaux de l'accusation, le peuple bulgare, qui depuis longtemps vient de se prononcer sur cette question, demande, à l'opinion publique, l'approbation de sa sentence et, au gouvernement impérial, un autre chef spirituel.

Par une mesure efficace, le gouvernement peut remédier au mal dont souffrent ses sujets de nationalité bulgare. Convaincu que votre journal défend toujours une cause juste, j'ai l'honneur de vous prier d'utiliser la communication présente de la façon que vous jugerez convenable. — Agréez, Monsieur, etc.

MIRTCHO SARMOFF.

Ortakey, le 8 février.

LA CIRCULAIRE DE GORTSCHAKOFF.

CIRCULAIRE DU CHANCELIER DE L'EMPIRE AUX AMBASSADEURS DE RUSSIE A BERLIN, VIENNE, PARIS, LONDRES ET ROME, EN DATE DE ST-PETERSBOURG, LE 19 (31) JANVIER 1877.

Le refus opposé par la Porte aux vœux de l'Europe fait entrer la crise d'Orient dans une phase nouvelle.

Le cabinet impérial l'a considérée dès l'origine comme une question européenne qui ne devait et ne pouvait être résolue que par l'accord unanime des grandes puissances. En effet, toute arrière-pensée exclusive et personnelle étant repoussée par tous les cabinets, la difficulté se réduisait à amener le gouvernement turc à gouverner les sujets chrétiens du Sultan d'une manière juste et humaine, afin de ne point exposer l'Europe à des crises permanentes qui révolent sa conscience et troublent son repos.

C'était donc une question d'humanité et d'intérêt général.

Le cabinet impérial s'est en conséquence efforcé d'amener un concert de l'Europe pour apaiser cette crise et en prévenir le retour. Il s'est mis d'accord avec le gouvernement austro-hongrois, comme le plus immédiatement intéressé, afin de soumettre aux cabinets européens des propositions pouvant servir de base à une entente générale et à une action commune. Ces propositions, consignées dans la dépêche de M. le comte Andrássy du 18 (30) décembre 1875, avaient obtenu l'adhésion de toutes les grandes puissances et celle de la Porte. Le défaut de sanction exécutoire ayant toutefois rendu cette entente stérile, les cabinets ont dû mis, par le mémorandum de Berlin, en demeure de se prononcer sur le principe d'un concert éventuel en vue de moyens plus efficaces pour la réalisation de leur but commun.

L'accord n'ayant pas été unanime et l'action diplomatique ayant ainsi été interrompue, les cabinets se réunirent de nouveau en présence de l'aggravation de la crise par suite des massacres en Bulgarie, de la révolution à Constantinople et de la guerre avec la Serbie et le Monténégro.

Sur l'initiative du gouvernement anglais, ils convinrent des bases et des garanties de pacification à discuter dans une conférence convoquée à Constantinople. Cette conférence est arrivée dans ses travaux préliminaires à une entente complète, tant sur les conditions de la paix que sur les réformes à introduire. Elle a communiqué le résultat à la Porte comme un vœu ferme et unanime de l'Europe, et a rencontré de sa part un refus obstiné.

Ainsi, après plus d'une année d'efforts diplomatiques constatant le prix que les grandes puissances attachent à la pacification de l'Orient, le droit qu'elles ont de l'assurer en vue des intérêts généraux et leur

une Conférence accompagnée d'un armistice.

La Porte, quoique n'acceptant pas les bases et propositions, était disposée d'autre part à les soumettre à la considération équitable des puissances. Tout en continuant d'agir dans cette médiation, je jugeai juste, après une investigation des faits, de dénoncer à la Porte les excès reconnus avoir été commis en Bulgarie et d'exprimer ma réprobation contre leurs auteurs. Un armistice ayant été arrangé, une Conférence fut réunie à Constantinople pour l'examen des termes développés, d'une manière conforme aux bases originales, et dans cette Conférence je fus représentée par un envoyé spécial aussi bien que par mon ambassadeur.

En faisant ces démarches, mon objet a été constamment de maintenir la paix de l'Europe et d'amener une amélioration des provinces agitées, sans porter atteinte à l'indépendance et à l'intégrité de l'empire ottoman.

Les propositions recommandées par moi-même et mes alliés n'ont pas été, je regrette de le dire, acceptées par la Porte; mais le résultat de la Conférence a été de montrer l'existence d'un accord général entre les puissances européennes, lequel ne peut manquer d'avoir un effet matériel sur la condition et le gouvernement de la Turquie.

En attendant, l'armistice entre la Turquie et les Principautés a été prolongé et n'est pas encore expiré, et il peut encore, j'en ai l'espoir, conduire à la conclusion d'une paix honorable.

Dans ces affaires, j'ai agi en coopération cordiale avec mes alliés avec lesquels, comme avec les autres puissances étrangères, mes relations continuent à être d'un caractère amical.

Des documents sur ces objets vous seront communiqués de suite.

TELEGRAMMES ET Nouvelles Diverses. (par le courrier de Varna.)

On télégraphie de Vienne, 1^{er} février, au Daily Telegraph :

On mande de Kichnef que le professeur Pirovof conseille au grand-duc Nicolas, dans le cas où il entrerait en convalescence, un séjour prolongé à Nice. Le général Kaufmann serait désigné pour remplacer le grand-duc.

Vienne, 2 février.
D'après une lettre de source officieuse, adressée de Berlin à la *Politische Correspondenz*, l'éventualité d'un désaccord entre l'Autriche et la Russie n'est pas à craindre.

L'Allemagne considère toujours comme urgente une entente austro-russe. Il faut, ajoute la lettre en question, que cette entente conduise au but qui a été nettement formulé. La Russie, voyant son honneur engagé, ne peut pas reculer devant les railleries des Turcs avec une armée de 350,000 hommes.

Londres, 3 février.
Une députation du conseil de la ligne des porteurs de bous du tribut égyptien a été reçue hier par M. Musurus pacha et Odian effendi. Celui-ci a autorisé le conseil à faire connaître officiellement que les bruits d'après lesquels la Porte aurait décidé d'ajourner le paiement des intérêts des emprunts turcs de 1855 et 1871 pour attendre l'approbation du Parlement turc, sont inexacts.

Bruxelles, 3 février.
Hier soir, à la sortie d'un meeting libéral, une bande d'un millier de personnes a parcouru quelques rues en criant : « A bas le ministère ! »

Vienne, 5 février.
Essad bey, ambassadeur turc à Rome, a fait com à titre à la Porte que des achats d'armes pour la Crète avaient été faits en Italie. En conséquence, la Porte a renforcé les garnisons de l'île.

Londres, 5 février.
Berlin 4 février. — La Russie ayant apparemment l'intention d'affaiblir la Turquie en l'obligeant à prolonger ses armements, et en tous cas de ne faire la guerre qu'après que ce premier résultat serait atteint, on s'attend à une prochaine campagne diplomatique menaçante. Déjà l'on entend dire que les Russes sont sur le point de passer le Pruthi ; cependant, en réalité, il est matériellement impossible à aucune armée de commencer les opérations avant la fin de juin.

Berlin, 5 février.
La note envoyée par la Porte aux différentes puissances représentées à la Conférence, maintenant de la manière la plus formelle l'intégrité et l'autonomie de la Turquie dans toutes les parties de son territoire.

Le ton de cette note est très ferme ; elle appuie sur la politique de Midhat pacha ainsi que sur les institutions qu'il a créées et elle conteste le droit d'immixtion étrangère dans les affaires intérieures de la Turquie.

La *Nouvelle Presse libre* attaque violemment le baron de Rodich au sujet de l'administration de la Dalmatie et demande que le gouvernement de cette province soit rendu à l'armée ou l'appellerait sa véritable vocation.

Suivant le *Pester Lloyd*, M. le comte François Zichy, ambassadeur d'Autriche-Hongrie à Constantinople, ne retournera plus à son poste.

Le général Ignatieff a été salué à son arrivée à Vienne par une trentaine d'étudiants slaves qui l'attendaient à la gare du Sud. Au moment où le général allait monter en voiture pour gagner la ville, les étudiants ont entouré sa voiture et l'un d'eux a adressé au général une courte allocution après quoi l'équipage de l'ambassadeur russe a pris la direction de la ville aux acclamations des Slaves qui ont fait entendre les cris de « Ura Zivio et Slava ».

LES NEGOCIATIONS POUR LA PAIX ET LA PRESSE EUROPEENNE.
On lit dans le *Siecle* du 31 janvier :

« Les nouvelles qui nous parviennent de Constantinople, de Belgrade, et même de Saint-Petersbourg, continuent à présenter un caractère de moins en moins belliqueux. Les négociations engagées en vue de la conclusion définitive de la paix font des progrès satisfaisants.

On assure que la Russie a conseillé au prince Milan de traiter avec la Porte, s'il peut le faire dans des conditions convenables, et l'Agence générale russe, dont on connaît les attaches officieuses,

n'y contredit pas. Ces conditions sont : Le statu quo ante bellum sans la cession du Petit-Zvornik, mais aussi sans l'indemnité pécuniaire précédemment réclamée par la Turquie. Le gouvernement ottoman a renoncé à l'occupation de forteresses serbes, mais il exige que la Serbie lui fournisse des garanties contre une reprise des hostilités.

Le prince Milan ne serait pas éloigné de négocier sur ces bases, s'il est vrai qu'il confiera la mission de se rendre à Constantinople à M. Marinovitch, ancien président du conseil qui, après avoir voté contre la déclaration de guerre, n'a cessé de se prononcer en faveur du rétablissement de la paix.

Le Monténégro se trouve dans une situation moins désespérée que la Serbie ; aussi montre-t-il des dispositions moins conciliantes. Pour vaincre ses prétentions on a dû recourir à une pression diplomatique ; le consul anglais, M. Manson, le consul italien, M. Durando, et le colonel allemand, M. de Puttkammer, se rendent à Cetigne pour conseiller au prince Nicolas d'accepter la paix que lui offre la Porte. La Turquie cède, dit-on, douze districts au Monténégro, et de leur côté les Monténégrins permettraient l'introduction de 12,000 kilogrammes de vivres pour le mois de février dans la forteresse de Nicksich, qui est étroitement bloquée. Il n'est guère probable que le prince Nicolas repoussera les ouvertures qui lui sont faites, si le prince Milan, son allié, persévère dans ses dispositions pacifiques.

La tournure plus favorable prise par les négociations provient de l'insuccès, aujourd'hui certain, des efforts faits par la Russie pour amener l'Allemagne et l'Autriche à s'unir à elle dans une espèce de démonstration militaire contre la Turquie. Il est plus que douteux que dans ces circonstances, le gouvernement russe puisse se résoudre à une action isolée.

On lit dans le *Temps* du 2 février les lignes suivantes au sujet des négociations de paix engagées par le gouvernement ottoman avec les principautés du Monténégro et de Serbie :

« Des dépêches contradictoires arrivent et continueront d'arriver, jusqu'à la conclusion de la paix, sur les dispositions de la Serbie et du Monténégro. D'un côté, on considère la paix comme virtuellement conclue ; de l'autre, on insiste sur les difficultés soulevées et les prétentions émises par les principautés. Mais si, dans le calcul des chances, on prend pour base la situation actuelle, il est naturel de conclure que la paix se fera. La Serbie ne peut continuer la guerre ; les puissances lui conseillent la paix ; les conditions qui lui sont offertes sont bonnes. Il est donc présomable qu'après avoir marchandé, bataillé sur les détails, elle acceptera. Le Monténégro va obtenir un accroissement de territoire, et il est peu probable qu'il repousse cet avantage dans l'espoir d'obtenir par la force un peu plus que ce qu'il a obtenu volontairement la Porte. Du reste, au point de vue politique, la guerre de Serbie avait plus de portée que celle du Monténégro. Le gouvernement du prince Milan avait entamé une guerre de race et pris en main la cause des Slaves de l'empire, tandis que le Monténégro était entré en lutte au nom d'un intérêt local, pour conquérir un territoire qu'il va obtenir par un traité. La Serbie étant devenue impuissante, et les intérêts du Monténégro pouvant être satisfaits, la reprise des hostilités est actuellement impossible pour la première et inutile pour le second. »

De son côté, le *Messenger de Paris*, du 2 février, ajoute :

« Les négociations continuent au sujet de la conclusion de la paix entre la Serbie et la Porte. Ainsi qu'on l'avait prévu, la question des garanties ou lève quelques difficultés. On ne sait pas encore quelle est la nature exacte de ces garanties ; on mentionne cependant le droit que réclamerait la Turquie d'occuper Alexinaï. Il est vrai que l'Autriche et l'Angleterre conseillent à la Porte de ne pas insister sur des garanties contre le renouvellement des hostilités, parce qu'elles considèrent que l'épuisement complet où se trouve la principauté est le gage le plus sûr de son attitude pacifique pendant de longues années. D'autre part, une dépêche d'aujourd'hui indique que qu'une des garanties réclamées par la Turquie consisterait dans l'engagement pour la Serbie de ne prendre part à aucune guerre pendant un an. »

La *Presse de Vienne* apprécie ainsi qu'il suit la portée des négociations de paix engagées entre la Turquie et la Serbie :

« La conclusion de la paix avec la Serbie a une importance incomparablement plus grande que la conclusion de la paix avec le Monténégro, qui aurait avant tout une portée au point de vue militaire. Dans la dernière guerre, c'est la Serbie surtout qui passait pour représenter les prétentions slaves vis-à-vis de la Turquie ; l'invasion de l'Herzégovine par le prince du Monténégro n'avait qu'une signification politique effacée, et n'était en réalité que la répétition des excursions antérieures qui avaient eu pour but des acquisitions matérielles. Si la paix est conclue entre la Turquie et la Serbie, la hache guerrière des Slaves du Sud est enterrée, et celle que soit la forme sous laquelle la paix est faite, cette paix équivaut au retrait de la proclamation lancée par le prince Milan au commencement de la guerre, et toute autre puissance qui en aurait envie éprouverait quelque difficulté à se charger de la mission de la Serbie, une fois que la Serbie aurait déclaré vouloir vivre en paix avec la Porte. »

C'est là, beaucoup plus que dans les conséquences militaires de la paix, que gît le point sensible pour la Russie. Si la Serbie conclut la paix avec la Turquie, il sera moins facile à la Russie de commencer une guerre et de recommencer à mettre la presqu'île du Balkan en mouvement, sans offenser l'opinion publique. En effet, les feuilles russes dé-

clarent toutes que la Russie, pour faire la guerre à la Porte, veut être en possession d'un mandat sinon formel, du moins moral de l'Europe. Il nous paraît permis d'en conclure que, si les négociations entamées entre la Turquie et la Serbie prennent une tournure favorable, la Russie ne sortira pas de l'entente avec les puissances garantes. »

L'Estafette est d'avis contre le Nord que l'accord des puissances n'a pas survécu à la Conférence :

« Non, l'accord des puissances n'existe pas dans le sens où l'entend la Russie. Car, s'il existait, le départ de tous les ambassadeurs rappelés de Constantinople aurait été suivi d'actes effectifs dirigés contre la Turquie, et déjà le canon aurait grondé. »

Mais les hommes d'Etat de la Porte, qui connaissent bien les dispositions intimes des puissances, ne se sont nullement effrayés à la pensée de se voir privés pour quelque temps de la conversation des ambassadeurs. Ils savaient bien qu'il s'agissait là d'une fausse sortie et que la démonstration était toute d'apparat.

L'Angleterre ne se soucie point de prendre une mesure quelconque contre la Porte ; la France ne demande qu'à rester tranquille ; l'Italie n'a qu'un zèle très relatif pour la question ; l'Autriche a bien assez de ses embarras intérieurs sans aller s'embarquer dans une aventure militaire.

C'est entre l'Allemagne et la Russie que la question doit se décider. Si M. de Bismarck désire, dans l'intérêt de l'empire, que la guerre ait lieu, il saura bien décider la Russie à la guerre ; si la politique du chancelier, en ce moment, consiste à la paix, il saura bien empêcher le czar de tirer l'épée.

Tout est là, maintenant, et il ne reste plus à l'Europe qu'à attendre le jour où il plaira à l'Allemagne de faire connaître clairement ce qu'elle veut. »

La *Gazette d'Augsbourg* publie la dépêche suivante reçue de Vienne :

D'après la *Gazette allemande*, l'Autriche, l'Italie, la France et l'Angleterre s'efforceraient d'empêcher la guerre jusqu'à ce que la Porte ait eu le temps d'exécuter ses réformes.

PROTOCOL DE LA CONFÉRENCE DE
CONSTANTINOPLE.
III^e Protocole
Séance du 13 Zilhijé 1293 18 30
décembre 1876.

Présents : les mêmes qu'au protocole n° I. La séance est ouverte à une heure et demie de l'après-midi.

Le protocole de la séance précédente, n° II, est lu et approuvé.

S. Exc. le premier plénipotentiaire ottoman annonce que, dans l'intervalle, le travail qui avait été remis aux plénipotentiaires ottomans fait l'objet d'une étude plus approfondie. Il en est résulté une espèce de contre-projet dont il désire saisir la Conférence. Elle se rendrait compte ainsi plus aisément des vues de son gouvernement et des modifications, des changements et des amendements qu'il a crus nécessaires et utiles d'apporter aux projets qui lui avaient été communiqués. Malheureusement, au moment où il parle, la traduction de ce document n'est pas encore terminée. Il espère pourtant qu'elle pourra être remise à la Conférence avant la fin de la séance.

Le comte de Chaudordy pense qu'en attendant il y aurait lieu de reprendre la lecture du projet concernant la Bulgarie, au point où l'on en était resté dans la séance précédente.

Les plénipotentiaires ottomans font remarquer qu'une pareille lecture n'aurait plus d'utilité, du moment qu'ils s'engagent à présenter sans retard les observations d'ensemble et de détail formulées par leur gouvernement sur tous les articles. Il en serait de même de la lecture du projet de Bosnie.

Le marquis de Salisbury fait remarquer que la Sublime Porte est en possession des propositions qui résument la pensée de la Conférence depuis huit jours, et qu'il avait lieu d'espérer que les plénipotentiaires ottomans seraient à même de faire connaître à la Conférence la réponse positive de leur gouvernement.

S. Exc. Edhem pacha rappelle que la première pensée des plénipotentiaires ottomans a été de se demander si les projets qui leur ont été communiqués rentraient ou non dans les limites du programme dont le gouvernement de S. M. Britannique avait pris l'initiative.

Les plénipotentiaires ottomans ont déjà fait connaître à la Conférence les raisons qui leur faisaient croire qu'en ce qui concerne les deux principautés on s'en était écarté par cela même qu'on mettait en avant des cessions de territoire. Ils ont dû en référer à leur gouvernement, qui, à son tour, ne pourrait très probablement prendre une décision définitive sur un point de cette gravité qu'après en avoir délibéré en Divan, comme il est d'usage en pareil cas.

L'ambassadeur d'Angleterre pense que la forme de délibération à laquelle le plénipotentiaire ottoman fait allusion ne serait nécessaire que s'il se fut agi de cession véritable, tandis que les propositions des plénipotentiaires des puissances garantes ne présentent pas ce caractère.

Le marquis de Salisbury ne saurait s'empêcher de relever que, si la Porte qualifie de cession la rectification de frontière proposée pour la Serbie, elle admet implicitement l'indépendance de cette principauté.

Edhem pacha répond qu'en employant le terme de cession, sa pensée n'a pu être de donner prise à l'interprétation signalée par le marquis de Salisbury, le mot de cession dont il s'est servi ne signifiant autre chose que l'abandon à la principauté vassale d'une portion de territoire qui s'est trouvée placée sous l'administration directe de la Sublime Porte. Cet abandon, qu'on est qualifié de cession ou autrement, n'en est pas moins de nature à mériter toute l'attention de son gouvernement.

Une conversation s'engage entre les plénipotentiaires sur la question de savoir si le programme anglais n'a pas été dépassé.

Le comte Zichy s'étonne qu'il puisse même y avoir un doute à cet égard. C'est l'Angleterre qui a proposé le programme, et du moment que ses représentants déclarent qu'on est demeuré dans ses limites, S. Exc. ne saurait comprendre que la Conférence hésite à être du même avis.

Le baron de Werther ajoute que, d'ailleurs, l'intégrité du territoire n'est nullement lésée par les arrangements proposés.

Edhem pacha maintient néanmoins son opinion.

opinion et affirme que le programme lui paraît dépassé par les articles qui ont fait l'objet des discussions précédentes, aussi bien que par beaucoup d'autres.

Le comte de Chaudordy prend la parole et s'exprime dans les termes suivants :

Je m'étonne des appréciations auxquelles nos propositions paraissent avoir donné lieu à la Porte. Il semblerait que les documents que j'ai été chargé de remettre au nom des représentants des puissances garantes n'aient pas été attentivement examinés. Il n'y a rien dans ces propositions qui soit contraire non seulement aux vrais intérêts de la Porte, mais encore à la souveraineté du Sultan. En présence des erreurs qui se répandent et qui ont cours en dehors même de cette enceinte et dans des publications presque officielles, je me crois dans l'obligation de préciser clairement le caractère et la portée des propositions sur lesquelles nous sommes tombés d'accord dans nos entretiens préliminaires.

Avant de nous rendre en Conférence, il nous a paru utile de nous assurer que le but à poursuivre était compris par tous de la même façon. C'est ce qui a été fait aussi rapidement que possible en égard au nombre des questions à examiner. Je suis heureux de dire que ces entretiens ont eu pour première conséquence l'élimination de toute idée divergente et la rédaction en projet d'une série de propositions qui ont été acceptées par nous tous.

On semble croire, et l'on s'obstine à dire que de ces conversations préparatoires il est sorti un programme impliquant une atteinte à l'intégrité de l'empire ou à la dignité de la nation ottomane. Je proteste absolument contre ces bruits répandus et contre l'impression qui semble exister dans l'esprit des plénipotentiaires de la Turquie. Sans entrer dans tous les détails, je parlerai rapidement des trois points les plus graves, qui se résument dans la question de l'autonomie dont on parle, comme si nous voulions rompre les liens de certaines provinces avec l'autorité centrale de la commission internationale et de l'introduction de troupes étrangères.

En ce qui concerne le premier point, savoir : l'organisation administrative, judiciaire, financière, le projet n'offre qu'un développement très mesuré du principe de décentralisation sur lequel l'administration provinciale doit être établie. Rien n'empêcherait cette organisation, après avoir été admise par la Porte en Conférence pour la Bosnie et la Bulgarie, ne fût étendue ensuite par elle à toutes les autres provinces de l'empire. C'est qu'en effet ce régime, tout en étant basé sur le principe désormais constitutionnel de la décentralisation, ne rompt d'ailleurs aucun des liens qui unissent la province au reste de l'empire. Elle continue à s'y rattacher par la communauté des lois civiles et économiques, par le même système de contributions directes et indirectes, par le fonctionnement régulier de tous les grands services publics, douanes, chemins de fer, postes et télégraphes, par la résidence des troupes, etc. Comme serait-il donc possible de dire que le régime administratif du projet sépare la province de l'Etat, ou même qu'il tende à la séparer ?

Quant au second point, relatif à l'institution proposée d'une commission internationale, je constate d'abord que cette institution a une durée limitée, et que, pendant ce court espace de temps, elle sera chargée de veiller à l'exécution du règlement. Elle n'est donc pas, comme on pourrait le croire, un pouvoir étranger d'exécution substitué aux pouvoirs locaux. Comment pourrait-on voir dans son existence une confiscation par l'élément étranger des droits de l'autorité locale, quand elle sera précisément chargée de veiller à ce que chacune de ces autorités exerce ses droits dans leur plénitude, suivant l'esprit et suivant la lettre du règlement ?

Le rôle de la commission étant ainsi défini, je suis surpris qu'on ait pu y trouver autre chose qu'une garantie d'exécution et même qu'un concours utile d'hommes compétents, qui s'efforceraient d'assurer la marche régulière du nouveau règlement et des nouvelles institutions. Pour moi, je n'y vois qu'un appui pour la bonne administration des provinces dont il s'agit.

En ce qui concerne la prétendue occupation du pays par une troupe étrangère, il n'en est pas question dans le projet. En égard aux événements qui ont laissé dans les provinces dont il s'agit une impression de terreur, de haine et de défiance entre les divers éléments de la population, on est conduit à penser que la sécurité commune, le maintien de l'ordre et l'exécution des commandements de l'autorité nouvelle seraient mieux assurés par une gendarmerie nouvelle aussi formée en quelque sorte d'éléments neutres et pris hors du pays. Ces hommes, étrangers, il est vrai, comme individus, formeraient, cela est bien évident, par leur réunion en corps, une gendarmerie de province ottomane ; elle n'aurait d'ailleurs, d'après nos propositions, qu'une existence passagère.

On introduit peu à peu dans ses cadres les hommes de la province, mais ceux qui fournissent les garanties nécessaires pourraient être enrôlés dans les autres provinces de l'empire. Cette prétendue troupe d'occupation étrangère n'est donc en réalité, je tiens à le bien constater, qu'un cadre d'officiers, de sous-officiers et de soldats instructeurs, destinés à rendre possible la formation d'une gendarmerie solide et expérimentée.

J'ajoute que si au haut comme au bas de l'échelle des services publics de la province, au siège du gouvernement général comme dans la gendarmerie, le projet admet au moins pour quelque temps l'introduction d'éléments empruntés à des nationalités étrangères, c'est que nous avons cru par là répondre à une nécessité impérieuse de la situation. On improvise des institutions, mais il y a une chose qu'on n'improvise pas, ce sont des hommes.

C'est une loi invariable du progrès dans l'histoire des sociétés humaines que tout peuple qui veut sérieusement modifier son état et se donner de nouvelles institutions demande à d'autres peuples, déjà formés à la pratique de ces institutions, des modèles et en quelque sorte des instructeurs. Il y en a pour l'administration, comme il y en a pour l'armée. Cet emprunt, fait par tous ces peuples les uns aux autres, ne leur a jamais paru humiliant.

La France a longtemps emprunté à l'Italie des diplomates et des hommes d'Etat, à la Suisse d'excellents soldats ; la Russie a fait de même. Et, pour ne citer à cet égard que deux exemples, n'a-t-on pas vu le duc de Richelieu administrer une province et fonder une ville en Russie avant de rendre à son propre pays les éminents services dont la France a conservé le souvenir reconnaissant ? Et la France n'a-t-elle pas, presque de nos jours, donné au comte Rossi, qui était Italien, des lettres de grande naturalisation afin de pouvoir l'employer comme ambassadeur ?

Nos propositions ne contiennent rien que de pratique et de naturel. Les mesures qui y sont indiquées ne pourraient en aucune façon, si elles étaient adoptées, porter la moindre atteinte aux droits et à la dignité du gouvernement ottoman.

J'espère donc que l'examen plus attentif de ces propositions modifiera l'impression première, que je considère comme étant inexacte.

Le général Ignatieff dit : La Porte est saisie depuis huit jours des propositions formulées par les représentants des grandes puissances, et que les cabinets garants ont trouvées justes et équitables.

Il serait temps, paraît-il, que MM. les plénipotentiaires ottomans, après avoir pu étudier à loisir les pièces qui leur ont été communiquées, fussent en mesure de nous déclarer si le gouvernement de S. M. le Sultan accepte ou refuse l'ensemble de nos propositions, et quels en sont les points qui présentent à ses yeux le plus de difficultés.

Il paraît démontré jusqu'à l'évidence que pour les conditions de paix entre la Sublime Porte et les principautés de la Serbie et du Monténégro, les demandes des cabinets ne se sont pas écartées en principe des bases anglaises acceptées par la Porte. On aurait, dès lors, de la peine à croire que le gouvernement ottoman veuille prolonger l'état de choses actuel, après s'en être remis, pour le règlement de ces questions, à la décision des puissances.

Quant au projet d'organisation pour les trois provinces qui, avant le plus souffert des événements des dix-huit derniers mois, ont attiré l'intérêt particulier de l'opinion publique en Europe, laquelle réclame pour ces localités l'application immédiate d'un régime exceptionnel afin de leur donner le moyen de se remettre des maux qu'elles ont subis, les représentants se sont tenus strictement en ligne de ce projet.

Quant aux principes énoncés dans la Note du 30 décembre du comte Andrássy, et dans les traités du Sultan du 2 octobre et du 12 décembre de l'année dernière, communiqués officiellement par la Sublime Porte aux représentants des grandes puissances, et constituant par conséquent un engagement à l'égard de ces dernières.

Pour ce qui est du gouvernement impérial que j'ai l'honneur de représenter ici, il a fait en cette occasion abstraction complète de ses idées particulières.

Les propositions unanimes des cabinets constituent pour la Russie un maximum extrême et irréductible qu'elle a accepté par déférence pour les autres grandes puissances, et pour faciliter un accord général sur ces graves matières.

Il paraîtrait que, dans ces conditions, l'acceptation du programme des cabinets garantirait singulièrement facilitée à la Sublime Porte l'union des grandes puissances devrait lui servir de garantie du parfait désintéressement de leurs vues et de la pensée de conservation qui a guidé leurs décisions. Mes collègues peuvent témoigner de la modération et de la conciliation qui ont caractérisé l'attitude de la Russie. MM. les plénipotentiaires ottomans seraient bien inspirés s'ils embrassaient la même voie et s'ils acceptaient sans réserve les propositions de l'Europe. Je fais appel, à cet effet, à leur sagesse et à leur vrai patriotisme, qui doit rendre désirable pour eux de faire sortir au plus vite l'empire du Sultan de la grave situation où il se trouve en face de l'Europe unie.

Le marquis de Salisbury ajoute : Jusqu'ici je me suis trouvé dans la triste nécessité de rapporter à mon gouvernement que les plénipotentiaires de la Porte se sont opposés, en principe, à presque toutes les plus importantes propositions des puissances européennes. Ainsi, je dois m'associer à l'appel de l'ambassadeur de France, M. le comte de Chaudordy.

Dans les négociations récentes nous nous sommes efforcés, tout en sauvegardant les intérêts des chrétiens, qui nous sont de longtemps chers, d'éloigner toute proposition ayant à leur point de vue une tendance hostile à la prospérité de l'empire ottoman ou à la juste autorité du Sultan.

Les concessions d'une part à l'autre ayant été faites après de longues discussions, nous sommes arrivés à un résultat que les six puissances ont cru digne d'être revêtu de leur sanction. Il est à espérer que la Porte, en vue de l'urgence de la situation, ne se refusera pas à l'ensemble des réformes qui sont recommandées par ceux qui ne peuvent avoir en commun aucun autre sentiment que des vœux pour sa stabilité et son progrès.

Le comte Zichy désire s'associer sans retard aux déclarations qui viennent d'être faites par MM. les plénipotentiaires de France, de Russie et de Grande-Bretagne. Il donne à toutes ces déclarations son assentiment entier, car toutes les trois répondent entièrement à ses propres idées, aussi bien qu'à celles de son gouvernement.

LL. Exc. les plénipotentiaires d'Allemagne et d'Italie déclarent successivement qu'ils adhèrent complètement aux déclarations qui viennent d'être faites.

S. Exc. le président s'excuse de ne pas se trouver à même de produire la pièce dont il avait annoncé la présentation au commencement de la séance. En prenant connaissance des propositions des plénipotentiaires des puissances médiatrices, les plénipotentiaires ottomans ont pensé tout d'abord que la partie relative à la Serbie et au Monténégro ne rentrait pas dans les limites assignées à leur compétence. Ils ont fait part de leurs doutes sur ce point à leurs collègues. Quant à l'autre partie, ils ont fait remarquer que, à côté de dispositions de nature à être adoptées au mécanisme administratif de l'empire, il y en avait d'autres qui paraissaient passibles d'une opposition très sérieuse. Il n'y a là rien qui doive étonner, s'agissant d'un pays dont la situation intérieure présente des difficultés exceptionnelles à ceux qui veulent s'en rendre un compte exact.

Le projet que le président est chargé de présenter faciliterait de beaucoup la discussion. Il ne saurait dire combien il regrette qu'il ne lui soit pas encore parvenu ; mais il espère que, lorsque la Conférence en aura pris connaissance, elle sera mieux éclairée sur les intentions de son gouvernement, aussi bien que sur la marche à suivre. En attendant, il désire s'abstenir d'entrer dans une discussion plus détaillée. Il se réserve d'y revenir lorsque les observations du gouvernement impérial seront déjà connues de MM. les plénipotentiaires.

Quelques membres proposent de passer à la lecture du projet des instructions à donner à la commission internationale.

S. Exc. le président fait observer que les plénipotentiaires ottomans n'ayant pas encore admis, même en principe, l'institution de cette commission, il n'y a pas lieu d'en discuter, quant à présent, l'organisation.

La séance est suspendue. On convient que le travail annoncé par S. Exc. le président sera communiqué dans la soirée à MM. les plénipotentiaires.

La séance est levée et renvoyée au lundi 1^{er} janvier.

Signé : Safvet pacha, Edhem pacha, Werther, Zichy, Calice, F. de Bourgoing, Chaudordy, Salisbury, Henry Elliot, L. Corti, N. Ignatieff.

Nous faisons suivre le texte des documents cités dans les protocoles et qui s'y trouvent annexés :

Annexe A.
Serbie.

1. Les relations entre la Sublime Porte et la principauté de Serbie seront établies telles qu'elles existaient au 13/25 juin dernier.

2. Les frontières de la principauté resteront les mêmes qu'à cette époque. Toutefois, une commission mixte turco-serbe sera nommée pour régler les difficultés de limite qui se sont élevées au sujet de la fixation de la partie de la frontière entre la Bosnie et la Serbie formée par la Drina. La commission se guidera sur le principe que le thalweg de la Drina est la ligne de démarcation.

III. Les troupes ottomanes évacueront le territoire serbe dans l'espace d'un mois à partir de... Les Serbes évacueront également dans le même délai les points qu'ils occupent sur le territoire ottoman.

IV. Les prisonniers de guerre seront immédiatement rendus de part et d'autre.

V. Une amnistie pleine et entière sera accordée à ceux des sujets ottomans ou serbes qui auraient été compromis par une participation quelconque aux événements de la dernière guerre en faveur de la cause ennemie.

Il est expressément entendu que cette amnistie s'étendra aux sujets ottomans qui auraient été employés au service serbe pendant la guerre ou aux sujets serbes qui auraient été employés au service ottoman.

Annexe B.
Monténégro.

I. Pour écarter les difficultés qui se sont malheureusement produites trop souvent entre la Turquie et le Monténégro, les frontières de la principauté seront rectifiées de façon à placer sous le gouvernement du prince de Monténégro les territoires suivants :

4^o Dans la province de l'Herzégovine, la partie orientale du district de Zablut, la Sutorina restant sous le gouvernement direct de la Sublime Porte ; les territoires de Banian, Piva, Drobnjak, la partie du territoire de Scharany située sur la rive gauche de la Tara, le district de Kolashin. Il est entendu que Nikitchitch étant comprise dans les territoires assignés au Monténégro, les habitants musulmans de cette ville auront la faculté d'y rester ou de la quitter.

2^o Du côté de l'Albanie, les territoires des Kutchi-Dreklovitchi, des Kutchi-Krauri et celui des Vassioevitchi, de la Ziconia au Drin, et sur la rive droite de la Moratcha, le territoire des Mali et Veli-Brdo et les places de Spout et de Zablak.

La nouvelle frontière est indiquée avec plus de détails dans la pièce et dans la carte annexées au présent protocole dont elles doivent être considérées comme partie intégrante.

Une commission internationale réunie à Raguse dans les trois semaines de l'acceptation du présent protocole par les deux parties procédera à la nouvelle délimitation.

II. La navigation de la Boiana sera parfaitement libre de l'ac à garantir à la principauté l'accès à la mer. Les fortins placés dans les îles du lac de Scutari seront désarmés. Des que la Porte le pourra, des travaux seront exécutés pour rendre la rivière partout navigable.

Un arrangement spécial interviendra entre les deux parties, dans lequel les facilités accordées au Monténégro devront se concilier avec la sauvegarde des intérêts fiscaux de la Porte.

III. Les troupes ottomanes évacueront la position de Zaslav dans l'espace de quinze jours à partir de... Les Monténégrins évacueront également dans le même délai les points qu'ils occupent sur le territoire ottoman en dehors de la ligne ci-dessus indiquée.

repoussé d'une manière absolue les principes essentiels qui les avaient inspirés.

Je prie M. le plénipotentiaire de la Sublime Porte de vouloir en considération la grave situation de l'empire et de songer que son sort est entre leurs mains. La responsabilité de leurs actes sera grande devant l'histoire.

Les puissances ont proposé les bases de pacification qu'elles ont jugées les plus aptes à assurer la paix de l'Europe et l'amélioration du sort des populations de l'empire. C'est sur ces bases qu'elles sont prêtes à entrer en discussion avec les représentants de la Sublime Porte.

S. Exc. Salvet pacha dit que les meilleures institutions sont celles qui conviennent aux mœurs, aux usages et aux traditions du pays. La Sublime Porte a examiné les propositions présentées par les puissances. S. A. le Grand-Vézir notamment, dont la capacité administrative est reconnue par tout le monde, et qui a été valé dans diverses provinces de l'empire, les a attentivement étudiées.

Le gouvernement a modifié certaines dispositions, adoptées celles qui convenaient à l'organisation générale du pays, et décliné celles qui semblaient donner lieu à des difficultés inextricables.

Les populations elles-mêmes dont on veut améliorer le sort s'opposeraient à l'application de plusieurs des points proposés.

S. Exc. Salvet pacha ajoute qu'il ne croit pas que ces contre-propositions rencontreraient des difficultés de la part des puissances. Il fait remarquer que la Sublime Porte consentirait volontiers à employer des officiers étrangers dans sa gendarmerie, pour l'organiser d'après le système européen; mais employer, à la demande des gouvernements étrangers, des troupes étrangères qui ne connaissent ni les habitants ni la langue du pays, serait à ses yeux un grand danger.

S'il arrivait malheur à quelques-uns de ces étrangers, l'Europe se souleverait contre la Turquie et en rendrait responsable le gouvernement. En ce qui concerne les tribunaux, le principe d'immovabilité est consacré par la Constitution, et ils ont toutes les garanties voulues pour la justice.

Le comte de Chaudordy ayant fait observer que les plénipotentiaires ottomans n'expliquent pas comment seront organisés les tribunaux, LL. Eux. Salvet pacha et Edhem pacha répondent qu'ils sont déjà organisés, mais que les modifications et améliorations ne peuvent être décidées que conformément à la Constitution et par les corps compétents, c'est-à-dire le Conseil d'Etat et la Chambre des Députés qui se réunira au mois de mars. Au surplus, cinq commissions ont été déjà nommées pour l'élaboration des lois prévues par la Constitution, et ces lois pourraient être prêtes en peu de temps.

Le comte Zichy demande si les paroles que vient de prononcer S. Exc. Salvet pacha sont une réponse au discours de S. Exc. le marquis de Salisbury.

S. Exc. Edhem pacha ayant exprimé le désir d'avoir sous les yeux une copie de ce discours pour être à même d'y répondre, le comte de Chaudordy dit que les points qui y sont contenus sont développés dans les propositions des puissances.

Le comte Zichy insiste dans le sens de sa précédente observation. Il prie les plénipotentiaires ottomans de prendre en considération les paroles du marquis de Salisbury sont l'expression de la pensée des six puissances qui adhèrent toutes à ces déclarations.

LL. Eux. le comte de Chaudordy et le baron de Werther disent qu'en effet ils partagent les appréciations de S. S.

Le général Ignatieff dit que les contre-propositions de la Sublime Porte sont contraires à la pensée des plénipotentiaires. Quant à lui, d'après ses instructions, il regarde comme inadmissible tout projet qui s'écarterait des bases posées par les représentants des puissances.

Le baron de Werther ajoute que lord Salisbury a exposé ces bases, et que le projet de la Sublime Porte les passe sous silence.

S. Exc. Edhem pacha ayant rappelé que les points que la Sublime Porte considère comme contraires à ses droits ont été indiqués clairement dans une précédente séance, il est donné lecture d'un passage du deuxième protocole, d'où il résulte que ces points sont les suivants :

1° L'institution d'une commission internationale;

2° L'introduction d'un corps de gendarmerie étrangère;

3° Le cantonnement des troupes dans les forteresses;

4° Le mode de nomination concernant le gouvernement;

5° La division administrative;

6° Les dispositions concernant les finances et la justice;

7° Le déplacement en Asie des colonies circassiennes;

8° La mise de différentes localités sous l'administration de la Serbie et du Monténégro, etc.

S. Exc. Edhem pacha, continuant ses observations, déclare que les plénipotentiaires ottomans n'ont pas même le pouvoir de discuter ces points, mais qu'ils sont prêts à discuter les autres.

S. Exc. le général Ignatieff pense que, si l'on écarte ces points, il n'y a en réalité plus rien à discuter. Quant à lui, faisant abstraction de ses propres sentiments, il a accepté le programme européen, et il ne se regarde pas comme autorisé à discuter un projet qui s'en écarterait.

S. Exc. le comte de Chaudordy, rappelant les points dont les plénipotentiaires ottomans refusent de s'occuper, et notamment les questions d'administration, de finance, de justice, de mode électoral et la nomination des gouverneurs, est d'avis que dans ces conditions il n'y a point matière suffisante pour préparer un règlement pour les provinces.

S. Exc. Salvet pacha fait remarquer qu'en ce qui concerne les gouverneurs, la Sublime Porte doit s'en référer à la Constitution, qui prévoit les cas de destitution.

S. Exc. le marquis de Salisbury, après avoir donné lecture de l'article de la Constitution auquel S. Exc. Salvet pacha a fait allusion, fait observer que cet article établit l'arbitraire.

Le comte de Chaudordy partage cette opinion, et le baron de Werther ajoute que, de plus, l'arbitraire se trouverait ainsi sanctionné par la Constitution.

S. Exc. Edhem pacha ayant constaté la difficulté de continuer la discussion dans ces termes et se réservant de donner ultérieurement une réponse plus explicite, le comte de Bourgoing et le comte Corti demandent si cette observation constitue un refus positif ou un ajournement.

S. Exc. Salvet pacha dit que les points proposés seront soumis aux délibérations de la Sublime Porte.

S. Exc. le général Ignatieff, rappelant la grave responsabilité qui pèse sur tous les plénipotentiaires, insiste sur la question posée par le comte de Bourgoing et le comte Corti.

S. Exc. le marquis de Salisbury suggère que la Conférence s'ajourne à jeudi prochain. Les plénipotentiaires paraissent considérer l'ajournement comme opportun.

S. Exc. Edhem pacha y donne son assentiment.

S. Exc. Salvet Pacha demande si ce sont quelques points du contre-projet ou son ensemble que les plénipotentiaires repoussent.

Le comte de Chaudordy répond qu'il lui semble que ce contre-projet n'offre pas une base suffisante à la discussion.

S. Exc. Salvet pacha croit devoir rappeler que cependant sur plusieurs points, et notamment au point de vue des affaires religieuses, les changements indiqués dans le contre-projet constituent un véritable progrès. S. Exc. cite divers cas où l'arbitraire des chefs des communautés, qui invoquent souvent le concours de l'autorité de la Sublime Porte pour la grave punition de faits très-minimes en eux-mêmes, se trouve tempérée par les nouvelles dispositions que le gouvernement a adoptées.

S. Exc. le comte de Bourgoing ayant posé de nouveau la question de savoir si les plénipotentiaires ottomans entendent rejeter définitivement les propositions des puissances ou les soumettre à un autre examen, Son Exc. Salvet pacha répète que ces propositions seront soumises au conseil des ministres.

Le général Ignatieff déclare de nouveau que les plénipotentiaires ont tous des instructions décisives, et que, pour lui, il a ordre de ne pas entrer dans l'examen d'un projet qui s'écarterait des bases proposées.

La séance est levée et la prochaine réunion est fixée au jeudi 4 janvier.

Signé Salvet pacha, Edhem, Werther, Zichy, Calice, F. de Bourgoing, Chaudordy, Salisbury, Henry Elliot, L. Corti, N. Ignatieff.

(à suivre.)

GRÈCE.

ARCHÉOLOGIE.

L'éphore des antiquités du Péloponnèse a adressé la dépêche suivante au ministère de l'instruction publique.

« Dans la partie méridionale extérieure de l'acropole de Mycènes, où l'on avait découvert les cinq tombeaux, on a fait un petit essai qui a fait découvrir les objets suivants : 1° Deux vases d'or à deux anses sans ornements d'une hauteur de 18 centimètres chacun. 2° Deux autres pareils d'une hauteur de 16 cent.

Le bout des anses de chacun d'eux est orné d'une tête de chien. 3° Une petite fiole d'or avec une anse d'une hauteur de 5 cent. 4° Une bague en or de la grandeur et de la forme des deux bagues précédemment découvertes dans le quatrième tombeau. Cette bague porte les inscriptions suivantes : A droite du spectateur un palmier, une femme richement habillée est assise à l'ombre, le main gauche étendue, la droite sur le genou; une autre femme assise devant la première, les mains tendues vers elle. Derrière celle-ci, qui est debout, deux autres figures de femmes plus grandes dont l'une tend à la femme assise une branche d'arbre, l'autre tient une branche pareille. Au-dessus une autre figure de femme. Derrière le palmier encore une autre femme la main dans la direction de la femme assise. Au-dessus de cette dernière un emblème représentant une hache à deux tranchants. A l'extrémité, à droite du palmier, une montagne ou la mer d'où se lève le soleil; près de là un croissant. Au point de vue chronologique et artistique, la bague est une précieuse trouvaille pour la science. 5° Une bague usée, de même forme, mais plus petite. Sur le cercle de l'anneau oval sont gravées trois têtes de bœuf et trois autres ciselures qu'on ne peut distinguer. 6° Une petite lame d'or courbe sur laquelle est assis un lion d'or. 7° Cinq courbes d'or en forme de bagues. 8° Un cercle d'argent. 9° Quatre objets en forme d'ice force de fils d'or carrés et cinq morceaux du même fil d'or. 10° Sept objets en forme d'hélice, formés de fil d'or cylindriques et trois morceaux du même fil. 11° Quatorze billes d'or trouées d'un trou en forme de graine et le quatorzième rond. 12° Neuf petits clous d'or. 13° Sept têtes de clous d'or. 14° Une petite lame d'or roulée.

Les fouilles d'Olympie ont mis dernièrement à découvert plusieurs pièces du fronton occidental du temple de Jupiter, un centaure et la statue d'une femme, sans tête, mais d'une exécution artistique irréprochable, quelques bronzes, parmi lesquels l'oreille et la corne du taureau de Phélos, ainsi qu'une inscription de Myconos.

D'après une lettre de M. Coumanotlis, les fouilles du Pœcile, qui ont déjà donné de si excellents résultats, ont mis à découvert un ex-voto d'une admirable exécution artistique et parfaitement conservé. Cet ex-voto, unique peut-être en son genre, représente le buste d'une femme, les yeux (à été découvert près du temple d'Esculape) construits de différentes matières colorées habilement agencées. C'est là sa grande valeur artistique. L'inscription, gravée sur le socle appartient aux plus beaux temps de l'histoire grecque. Elle est ainsi conçue : Τῆς τῆς γυναικὸς Εὐκλίας Παζίας Ἀσκληπιῶ. (Praxias, qui a prie pour la guérison de cette femme, fait cette offrande à Esculape). L'ex-voto a été déposé au Musée des antiquités.

LES COMMUNICATIONS POSTALES ENTRE TÉHÉRAN ET CHIRAZ. — LE CAPITAINE NAPIER. — CAPTURE DE KLYCH KHAN.

On écrit de Téheran, le 25 décembre 1876 :

Dans le courant du mois de décembre, des communications postales régulières ont été ouvertes entre Téheran et Chiraz. Le rétablissement des courriers a lieu tous les samedis et la nouvelle route postale traverse les villes de Koum, Kéchen et Ispahan, où des bureaux de poste sont établis. En général, on peut considérer comme parfaitement réussie la tentative de gouvernement de S. M. le Shah d'instituer des postes; le public accorde à la nouvelle institution une confiance croissante, qui se traduit déjà par un excédant de recettes sur les dépenses affectées au service postal.

Le capitaine Napier, officier de l'état-major des Indes, après un séjour assez prolongé en Angleterre, est de retour en Perse. Arrivé à Téheran dans les premiers jours de novembre, il n'y est resté que fort peu de temps et est reparti pour le Khorassan, et spécialement pour Méched. Le capitaine Napier est grand chasseur et la chasse serait, dit-on, le mobile de ses nouvelles excursions.

Depuis la capture de Klych-khan, chef de la tribu turcomane des Djafar baki, une parfaite tranquillité règne dans la steppe au sud du Gourgoun. Klych khan, dont sa popularité et son influence, non moins que son audace et son esprit aventureux, faisaient depuis de longues années un des adversaires les plus redoutables de la Perse, parmi les tribus nomades virtuellement soumises à l'autorité de S. M. le Shah, a été attiré dans un piège par le général prince Djansouzmira, chargé de rétablir l'ordre dans la steppe turcomane après la défaite du gouverneur d'Astrabad, Souleïman-khan. Là il a été transféré à Téheran et jeté en prison. Actuellement le gouvernement persan a cru pouvoir se relâcher de ses rigueurs et se contenter de le garder à vue. Son sort sera, dit-on, encore adouci.

S. M. le Shah est en tournée de chasse à Mésid.

LES COMMUNICATIONS POSTALES ENTRE TÉHÉRAN ET CHIRAZ. — LE CAPITAINE NAPIER. — CAPTURE DE KLYCH KHAN.

On écrit de Téheran, le 25 décembre 1876 :

Dans le courant du mois de décembre, des communications postales régulières ont été ouvertes entre Téheran et Chiraz. Le rétablissement des courriers a lieu tous les samedis et la nouvelle route postale traverse les villes de Koum, Kéchen et Ispahan, où des bureaux de poste sont établis. En général, on peut considérer comme parfaitement réussie la tentative de gouvernement de S. M. le Shah d'instituer des postes; le public accorde à la nouvelle institution une confiance croissante, qui se traduit déjà par un excédant de recettes sur les dépenses affectées au service postal.

Le capitaine Napier, officier de l'état-major des Indes, après un séjour assez prolongé en Angleterre, est de retour en Perse. Arrivé à Téheran dans les premiers jours de novembre, il n'y est resté que fort peu de temps et est reparti pour le Khorassan, et spécialement pour Méched. Le capitaine Napier est grand chasseur et la chasse serait, dit-on, le mobile de ses nouvelles excursions.

Depuis la capture de Klych-khan, chef de la tribu turcomane des Djafar baki, une parfaite tranquillité règne dans la steppe au sud du Gourgoun. Klych khan, dont sa popularité et son influence, non moins que son audace et son esprit aventureux, faisaient depuis de longues années un des adversaires les plus redoutables de la Perse, parmi les tribus nomades virtuellement soumises à l'autorité de S. M. le Shah, a été attiré dans un piège par le général prince Djansouzmira, chargé de rétablir l'ordre dans la steppe turcomane après la défaite du gouverneur d'Astrabad, Souleïman-khan. Là il a été transféré à Téheran et jeté en prison. Actuellement le gouvernement persan a cru pouvoir se relâcher de ses rigueurs et se contenter de le garder à vue. Son sort sera, dit-on, encore adouci.

S. M. le Shah est en tournée de chasse à Mésid.

LES COMMUNICATIONS POSTALES ENTRE TÉHÉRAN ET CHIRAZ. — LE CAPITAINE NAPIER. — CAPTURE DE KLYCH KHAN.

On écrit de Téheran, le 25 décembre 1876 :

Dans le courant du mois de décembre, des communications postales régulières ont été ouvertes entre Téheran et Chiraz. Le rétablissement des courriers a lieu tous les samedis et la nouvelle route postale traverse les villes de Koum, Kéchen et Ispahan, où des bureaux de poste sont établis. En général, on peut considérer comme parfaitement réussie la tentative de gouvernement de S. M. le Shah d'instituer des postes; le public accorde à la nouvelle institution une confiance croissante, qui se traduit déjà par un excédant de recettes sur les dépenses affectées au service postal.

Le capitaine Napier, officier de l'état-major des Indes, après un séjour assez prolongé en Angleterre, est de retour en Perse. Arrivé à Téheran dans les premiers jours de novembre, il n'y est resté que fort peu de temps et est reparti pour le Khorassan, et spécialement pour Méched. Le capitaine Napier est grand chasseur et la chasse serait, dit-on, le mobile de ses nouvelles excursions.

Depuis la capture de Klych-khan, chef de la tribu turcomane des Djafar baki, une parfaite tranquillité règne dans la steppe au sud du Gourgoun. Klych khan, dont sa popularité et son influence, non moins que son audace et son esprit aventureux, faisaient depuis de longues années un des adversaires les plus redoutables de la Perse, parmi les tribus nomades virtuellement soumises à l'autorité de S. M. le Shah, a été attiré dans un piège par le général prince Djansouzmira, chargé de rétablir l'ordre dans la steppe turcomane après la défaite du gouverneur d'Astrabad, Souleïman-khan. Là il a été transféré à Téheran et jeté en prison. Actuellement le gouvernement persan a cru pouvoir se relâcher de ses rigueurs et se contenter de le garder à vue. Son sort sera, dit-on, encore adouci.

S. M. le Shah est en tournée de chasse à Mésid.

LES COMMUNICATIONS POSTALES ENTRE TÉHÉRAN ET CHIRAZ. — LE CAPITAINE NAPIER. — CAPTURE DE KLYCH KHAN.

On écrit de Téheran, le 25 décembre 1876 :

Dans le courant du mois de décembre, des communications postales régulières ont été ouvertes entre Téheran et Chiraz. Le rétablissement des courriers a lieu tous les samedis et la nouvelle route postale traverse les villes de Koum, Kéchen et Ispahan, où des bureaux de poste sont établis. En général, on peut considérer comme parfaitement réussie la tentative de gouvernement de S. M. le Shah d'instituer des postes; le public accorde à la nouvelle institution une confiance croissante, qui se traduit déjà par un excédant de recettes sur les dépenses affectées au service postal.

Le capitaine Napier, officier de l'état-major des Indes, après un séjour assez prolongé en Angleterre, est de retour en Perse. Arrivé à Téheran dans les premiers jours de novembre, il n'y est resté que fort peu de temps et est reparti pour le Khorassan, et spécialement pour Méched. Le capitaine Napier est grand chasseur et la chasse serait, dit-on, le mobile de ses nouvelles excursions.

Depuis la capture de Klych-khan, chef de la tribu turcomane des Djafar baki, une parfaite tranquillité règne dans la steppe au sud du Gourgoun. Klych khan, dont sa popularité et son influence, non moins que son audace et son esprit aventureux, faisaient depuis de longues années un des adversaires les plus redoutables de la Perse, parmi les tribus nomades virtuellement soumises à l'autorité de S. M. le Shah, a été attiré dans un piège par le général prince Djansouzmira, chargé de rétablir l'ordre dans la steppe turcomane après la défaite du gouverneur d'Astrabad, Souleïman-khan. Là il a été transféré à Téheran et jeté en prison. Actuellement le gouvernement persan a cru pouvoir se relâcher de ses rigueurs et se contenter de le garder à vue. Son sort sera, dit-on, encore adouci.

» On ne saurait considérer comme fondée cette assertion gratuite, à l'appui de laquelle aucun fait n'est cité. Le transport rapide de grandes masses de troupes par chemin de fer constitue une opération très compliquée, qui a été effectuée pour la première fois en Russie dans la dernière mobilisation.

» Bien que dans ce premier essai on ait rencontré plusieurs difficultés imprévues, le transport des hommes et des chevaux destinés à compléter les corps de troupes, et le transport de ces corps de troupes mêmes sur les frontières du Midi ont été, malgré les conditions très défavorables que présentait la saison, exécutés avec une régularité parfaite et tous les corps ont été rendus à leurs lieux de destination aux termes fixés dans le plan préalable de la mobilisation.

» Des aliments ont été distribués chaque jour aux soldats et toutes les mesures ont été prises pour conserver la santé des troupes; l'excellent état sanitaire de tous les corps de l'armée en est la preuve. Un semblable résultat suffit à affirmer le succès complet de la mobilisation. Il va sans dire d'ailleurs que ce premier essai portera ses fruits et fournira pour l'avenir un grand nombre d'utiles indications.

» On écrit de Saint-Petersbourg à la Correspondance politique de Vienne, à la date du 25 janvier :

« Le bruit répandu par le parti bonapartiste que le prince Louis Napoléon a annoncé sa visite à St-Petersbourg pour le milieu du mois de février, et même qu'il a reçu une invitation directe de St-Petersbourg, manque de tout fondement. Dans les cercles de notre gouvernement on ne se soucie pas d'un plan ni des voyages du prince, et, par conséquent, l'on n'a pu lui adresser l'invitation dont il s'agit. Je dois, du reste, ajouter que le cabinet de Saint-Petersbourg n'est nullement disposé à faire des avances au prétendant bonapartiste. Si le prince, néanmoins, se metait en tête de venir ici, il pourrait être sûr que l'attitude de notre cour serait ce qu'elle a été en présence du prétendant espagnol don Carlos, auquel il avait été signifié qu'on espérait qu'on ne le verrait en Russie que sous la forme de l'ingénuité. » Or, l'on sait qu'après cet avis, l'ex-roi Carlos s'en est tenu à s'abstenir de venir en Russie.

Un correspondant de l'agence Havas dit que dans le seul gouvernement de Saratoff, en Russie, pendant ces deux dernières années, les loups ont dévoré, d'après les données officielles, 11,000 chevaux, 10,000 bêtes à cornes, 33,000 brebis et 5,000 porcs, plus d'un million de chiens et 18,000 pièces de volaille. Pendant le même laps de temps, 68 personnes ont été attaquées par les loups, dont 2 ont été dévorées sur place et 12 sont mortes des suites des morsures.

PERSE.

LES COMMUNICATIONS POSTALES ENTRE TÉHÉRAN ET CHIRAZ. — LE CAPITAINE NAPIER. — CAPTURE DE KLYCH KHAN.

On écrit de Téheran, le 25 décembre 1876 :

Dans le courant du mois de décembre, des communications postales régulières ont été ouvertes entre Téheran et Chiraz. Le rétablissement des courriers a lieu tous les samedis et la nouvelle route postale traverse les villes de Koum, Kéchen et Ispahan, où des bureaux de poste sont établis. En général, on peut considérer comme parfaitement réussie la tentative de gouvernement de S. M. le Shah d'instituer des postes; le public accorde à la nouvelle institution une confiance croissante, qui se traduit déjà par un excédant de recettes sur les dépenses affectées au service postal.

Le capitaine Napier, officier de l'état-major des Indes, après un séjour assez prolongé en Angleterre, est de retour en Perse. Arrivé à Téheran dans les premiers jours de novembre, il n'y est resté que fort peu de temps et est reparti pour le Khorassan, et spécialement pour Méched. Le capitaine Napier est grand chasseur et la chasse serait, dit-on, le mobile de ses nouvelles excursions.

Depuis la capture de Klych-khan, chef de la tribu turcomane des Djafar baki, une parfaite tranquillité règne dans la steppe au sud du Gourgoun. Klych khan, dont sa popularité et son influence, non moins que son audace et son esprit aventureux, faisaient depuis de longues années un des adversaires les plus redoutables de la Perse, parmi les tribus nomades virtuellement soumises à l'autorité de S. M. le Shah, a été attiré dans un piège par le général prince Djansouzmira, chargé de rétablir l'ordre dans la steppe turcomane après la défaite du gouverneur d'Astrabad, Souleïman-khan. Là il a été transféré à Téheran et jeté en prison. Actuellement le gouvernement persan a cru pouvoir se relâcher de ses rigueurs et se contenter de le garder à vue. Son sort sera, dit-on, encore adouci.

S. M. le Shah est en tournée de chasse à Mésid.

LES COMMUNICATIONS POSTALES ENTRE TÉHÉRAN ET CHIRAZ. — LE CAPITAINE NAPIER. — CAPTURE DE KLYCH KHAN.

On écrit de Téheran, le 25 décembre 1876 :

Dans le courant du mois de décembre, des communications postales régulières ont été ouvertes entre Téheran et Chiraz. Le rétablissement des courriers a lieu tous les samedis et la nouvelle route postale traverse les villes de Koum, Kéchen et Ispahan, où des bureaux de poste sont établis. En général, on peut considérer comme parfaitement réussie la tentative de gouvernement de S. M. le Shah d'instituer des postes; le public accorde à la nouvelle institution une confiance croissante, qui se traduit déjà par un excédant de recettes sur les dépenses affectées au service postal.

Le capitaine Napier, officier de l'état-major des Indes, après un séjour assez prolongé en Angleterre, est de retour en Perse. Arrivé à Téheran dans les premiers jours de novembre, il n'y est resté que fort peu de temps et est reparti pour le Khorassan, et spécialement pour Méched. Le capitaine Napier est grand chasseur et la chasse serait, dit-on, le mobile de ses nouvelles excursions.

Depuis la capture de Klych-khan, chef de la tribu turcomane des Djafar baki, une parfaite tranquillité règne dans la steppe au sud du Gourgoun. Klych khan, dont sa popularité et son influence, non moins que son audace et son esprit aventureux, faisaient depuis de longues années un des adversaires les plus redoutables de la Perse, parmi les tribus nomades virtuellement soumises à l'autorité de S. M. le Shah, a été attiré dans un piège par le général prince Djansouzmira, chargé de rétablir l'ordre dans la steppe turcomane après la défaite du gouverneur d'Astrabad, Souleïman-khan. Là il a été transféré à Téheran et jeté en prison. Actuellement le gouvernement persan a cru pouvoir se relâcher de ses rigueurs et se contenter de le garder à vue. Son sort sera, dit-on, encore adouci.

S. M. le Shah est en tournée de chasse à Mésid.

LES COMMUNICATIONS POSTALES ENTRE TÉHÉRAN ET CHIRAZ. — LE CAPITAINE NAPIER. — CAPTURE DE KLYCH KHAN.

On écrit de Téheran, le 25 décembre 1876 :

Dans le courant du mois de décembre, des communications postales régulières ont été ouvertes entre Téheran et Chiraz. Le rétablissement des courriers a lieu tous les samedis et la nouvelle route postale traverse les villes de Koum, Kéchen et Ispahan, où des bureaux de poste sont établis. En général, on peut considérer comme parfaitement réussie la tentative de gouvernement de S. M. le Shah d'instituer des postes; le public accorde à la nouvelle institution une confiance croissante, qui se traduit déjà par un excédant de recettes sur les dépenses affectées au service postal.

Le capitaine Napier, officier de l'état-major des Indes, après un séjour assez prolongé en Angleterre, est de retour en Perse. Arrivé à Téheran dans les premiers jours de novembre, il n'y est resté que fort peu de temps et est reparti pour le Khorassan, et spécialement pour Méched. Le capitaine Napier est grand chasseur et la chasse serait, dit-on, le mobile de ses nouvelles excursions.

Depuis la capture de Klych-khan, chef de la tribu turcomane des Djafar baki, une parfaite tranquillité règne dans la steppe au sud du Gourgoun. Klych khan, dont sa popularité et son influence, non moins que son audace et son esprit aventureux, faisaient depuis de longues années un des adversaires les plus redoutables de la Perse, parmi les tribus nomades virtuellement soumises à l'autorité de S. M. le Shah, a été attiré dans un piège par le général prince Djansouzmira, chargé de rétablir l'ordre dans la steppe turcomane après la défaite du gouverneur d'Astrabad, Souleïman-khan. Là il a été transféré à Téheran et jeté en prison. Actuellement le gouvernement persan a cru pouvoir se relâcher de ses rigueurs et se contenter de le garder à vue. Son sort sera, dit-on, encore adouci.

S. M. le Shah est en tournée de chasse à Mésid.

(1863...c. détaché... 75 — —
(1865...c. détaché... 76 — —
Emprunt... 65 — —
(1872...c. détaché... 62 — —
(1873...c. détaché... 64 — —

COURS DES MONNAIES

(Contre Livre Turque à 400 Piastres.)
Livre anglaise... P. 409 30
Pièces de 20 francs... 87 21
L'apieral russe... 88 30
Ducat (Crimée)... 51 20
Médjidi blanc (différence)... 104 —
Bechlik (différence)... 412 —
Médjidi blanc (différence)... 412 20
En papier monnaie... (d.)... 468 —
Caira... 456 —

MOUVEMENT DU PORT

Revue quotidienne des arrivées et départs des bateaux à vapeur et bâtiments à voiles.

ARRIVÉES DES VAPEURS DE LA MER BLANCHE.
Constantinople, le 9 février 1877

De Genève anglais Magdabour cap. Barret lest pour Soutina agence Dawson.
De Messine anglais Hymen cap. Dixon lest pour Soutina agence Rowell.
De Sunderland Romulus cap. Knott charbon pour Odessa agence Gilchrist.
De Newcastle anglais Capella cap. Dryden charbon pour Odessa.
De Marseille français Junon cap. Fabri marchandises et passagers agence Fraissinet.
De Savone russe Rostoff cap. Joya, lest agence russe.
De Corfou russe Azoff cap. Jarmorsted lest pour Odessa agence Rusell.
De Londres russe Lazareff cap. Voinovich marchandises pour Odessa agence Rusell.
De Salonique français Meandre cap. Troeme marchandises et passagers agence Messagerie Maritime.
De Alexandrie égyptien Mahallah cap. Rubin marchandises et passagers agence Egyptien.
De Hartlepool anglais Etna cap. Care charbon pour Consople agence Havson.
De Hull anglais Derwent cap. Harber charbon pour Odessa agence Rusell.
De Anvers belge Comte de Hainaut cap. Cassimon marchandises pour Consople agence Salvatore père et fils.
De Cardiff hellène Chrysoseloni cap. Theofilo charbon pour Consople agence Chrysoseloni.
De Trieste autrichien Apollo cap. Marinih marchandises et passagers.

DÉPARTS DES VAPEURS
Pour Marseille français Ebro cap. Fabre marchandises et passagers.
Pour Alexandrie égyptien Hymen cap. Sturti marchandises et passagers.
Pour Messine hollandais Berenice c. Ritters lest pour Kustendji anglais Earl of Lonsdale cap. Ken a lest.
Pour Smyrne et Liverpool anglais Saragossa cap. Leitch marchandises et passagers.
Pour Odessa russe Zaporos cap. Gavrilich marchandises et passagers.
Pour Varna autrichien Flora cap. Radeglia marchandises et passagers.
Pour Téhéran autrichien Apis cap. Catuch marchandises et passagers.

DÉPARTS DES VOILIERS
Pour Marseille hellène J. Ghionis cap. Calafatis grains de Ispahan.
Pour Mar. eille italien St. Georges cap. Corse-nago de Eugras.
Pour Pirée hellène Costandinos cap. Mraças grains de Kustendji.

Directeur-Gérant N. BORDENO.

ANNONCES

CRÉDIT LYONNAIS
SOCIÉTÉ ANONYME.
CAPITAL FRANCS 75,000,000.
Versé frs. 37,500,000 Réserve frs. 13,656,366 4
SIEGES.

LYON PARIS MARSEILLE LONDRES ALEXANDRIE LE CAIRE etc., etc., etc.

Le CRÉDIT LYONNAIS fait toutes opérations de Banque, avances sur titres, ouverture de compte-courants, débite de valeurs.
Emission de traites sur les diverses places de France et de l'étranger.
Emission de Lettres de Crédit.
Reçoit les versements de fonds et délivre des Bons à Rembourse à des conditions déterminées.

BUREAU A CONSTANTINOPLE
10, Rue Mervéban Yacoub han,
GALATA.

MINISTÈRE DE LA GUERRE.

AVIS.

Lundi 31 janvier (v.s.) aura lieu l'adjudication définitive de mille quintaux de glands de chêne déjà soumissionnés à 135 piastres le quintal. Le montant de cet article sera payé à la livraison en médjidi d'argent au prix de 20 piastres ou en caïmé avec l'

